



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Parcoursup 2026, anatomie d'une chute

Nous l'avions dénoncé lors de la mise en ligne de la plateforme : alors que le nombre de lycéennes et de lycéens inscrit·es et présent·es au baccalauréat a progressé de 1 % et que la plateforme Parcoursup accueillait cette année 41 018 candidat·es supplémentaires, les formations référencées sur la plateforme affichaient 10 000 places de moins en 2026 par rapport à 2025, dont 3 000 places de moins dans les formations publiques. Pour cette nouvelle génération de bacheliers et de bachelères, le désengagement de l'État de sa mission de service public était d'ores et déjà patent et il s'accroît encore cette année.

Ainsi, le 11 juillet 2026, date de la fermeture de la plateforme Parcoursup, il restait encore 126 652 inscrit·es en attente de propositions, soit 27 350 de plus que l'an dernier, et seuls 5 % des candidat·es (soit 6 547) avaient saisi la commission d'accès à l'enseignement supérieur (CAES). Au total, pour cette session, 163 372 inscrit·es n'auront pas eu d'affectation (candidat·es démissionnaires ou en attente). Relevons que cette année, 89 % des lycéennes et de lycéens présent·es au Bac étaient inscrit·es sur la plateforme, soit 84 176 non-inscrit·es, un nombre supérieur aux 63 965 personnes qui n'ont pas obtenu ce grade. Nous pouvons donc faire l'hypothèse qu'à l'exception des 15 700 candidat·es qui ont démissionné à l'issue de la proclamation des résultats du Baccalauréat 2026, toutes les lycéennes et les lycéens inscrit·es sur la plateforme et en attente d'affectation sont bacheliers et bachelères, certain·es étant en réorientation, soit 148 000 bacheliers et bachelères démissionnaires ou sans proposition d'affectation dans l'enseignement supérieur. En appliquant les mêmes hypothèses en 2025, ce sont 25 000 bacheliers et bachelères de plus que l'an dernier privé·es de poursuite d'études ou de réorientation dans l'enseignement supérieur.

Conjugué au sous-financement des universités, qui réduit leurs capacités d'accueil, Parcoursup est une plateforme de sélection drastique ! Pour assurer les missions de service public de l'Université, le SNESUP-FSU demande les moyens humains et financiers pour l'ouverture de 100 000 places en licence générale ainsi que l'accueil de toutes les bachelères et tous les bacheliers qui le souhaitent dans l'enseignement supérieur public. Cela passe, notamment pour ne pas détériorer plus avant les taux d'encadrement, par le recrutement de 10 000 agents dont 5 000 enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es et un investissement d'un milliard d'euros supplémentaires pour le programme « enseignement supérieur et recherche universitaire ».

Paris, le 15 juillet 2026